Non à la guerre de Trump contre le Venezuela

Le 11-12-2025

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

par Joël Perichaud, Secrétaire national du Pardem aux relations internationales

Au cours des dernières semaines, l'administration Trump a envoyé d'inquiétants signaux sur son intention de mener une guerre contre le Venezuela.
Le 14 novembre dernier, s'adressant aux journalistes à bord d'Air Force One, Donald Trump a admis qu'il avait « *en quelque sorte pris sa décision* » concernant une action militaire américaine contre le Venezuela mais a refusé de donner plus de détails.
Trump s'est ainsi exprimé alors que l'armée américaine poursuit sa campagne d'élimination de personnes se trouvant à bord de petites embarcations dans les Caraïbes et dans l'est du Pacifique.
Ces opérations militaires s'inscrivent dans la continuité de la politique menée depuis des décennies par les États-Unis pour garder la main-mise sur l'Amérique latine, tels l'embargo contre Cuba, les débarquements de troupes, le soutien aux dictatures militaires et l'ingérence permanente dans la vie politique des pays du continent. Les pays occidentaux soutiennent cette politique américaine d'ingérence et défendent les intérêts des multinationales qui pillent les pays d'Amérique Latine au détriment des peuples.

Le bilan de la série de meurtres perpétrés par des frappes de missiles contre 22 bateaux, qualifié d'« exécutions extrajudiciaires » par les responsables de l'ONU, s'élève à 83 morts. au minimum.
Dans le même temps, le Pentagone annonçait l'arrivée du plus grand porte-avions du monde l'USS Gerald R. Ford dans les Caraïbes. Le plus gros porte-avions de la marine américaine, accompagné de destroyers, rejoignait au moins huit autres navires de guerre faisant de ce déploiement militaire naval (15 000 soldats, marins et marines) le plus important dans la région, depuis la crise des missiles de Cuba en 1962.
De plus, des escadrons d'avions de combat F-18 sont arrivés à Porto Rico, position privilégiée pour frapper le Venezuela. Des provocations effectuées par des bombardiers B-1 et B-52 au large des côtes vénézuéliennes complètent le tableau.

Le Secrétaire d'État Marco Rubio (ministre des Affaires étrangères), bien connu pour vouloir un changement de régime au Venezuela, a bien tenté, le 23 novembre, de donner une « justification légale » à une nouvelle guerre américaine visant à renverser le gouvernement légitime du Président vénézuélien Nicolas Maduro.
Marco Rubio a désigné le soit-disant « Cartel de los Soles » comme organisation terroriste étrangère (FTO), accusé ce prétendu cartel d'avoir « corrompu l'armée, les services de renseignement, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire du Venezuela » (ce qui serait, si c'était vrai, du seul ressort du Venezuela), de se livrer au trafic de drogue et à des « actes de violences terroristes ».
Seulement voilà. Même la Drug Enforcement Administration (DEA - Administration de contrôle des drogues) n'a aucune preuve et doute même de l'existence du Cartel de los Soles. Car ce nom, en effet, a été inventé par les médias vénézuéliens pour désigner deux officiers supérieurs de la garde nationale (les soles, ou soleils, sont les insignes portés par les généraux) qui ont, dans le cadre d'une opération contre une organisation colombienne de trafic de drogue, facilité en 1993 une livraison de drogue aux États-Unis à la demande de la CIA…
L'accumulation d'affabulations diverses autour de ce pseudo-cartel sert clairement et uniquement les intérêts de Washington : après avoir mis à prix la tête de Maduro (pour 50 millions de dollars), le qualifier de « narco-terroriste », est destiné à justifier une intervention militaire au Venezuela avec le soutien de l'Occident global.
D'ailleurs, interrogé lundi sur la possibilité d'envoyer des troupes terrestres américaines au

Venezuela, Trump a répondu : « *Non, je n'exclus pas cette possibilité. Je n'exclus rien. Nous devons simplement nous occuper du Venezuela* ».

Aucun doute. Derrière les agressions, verbales pour l'instant, de l'impérialisme américain se cache (mal) la volonté de s'approprier les réserves pétrolières du Venezuela (les plus importantes de la planète) et de refuser leur accès à ses rivaux stratégiques, en particulier la Chine… Tout en aspirant à retrouver la bonne vieille époque où la Standard Oil des Rockefeller partageait les profits des puits vénézuéliens avec le dictateur Marcos Pérez Jiménez, connu pour sa corruption et la répression qu'il a exercée contre ses opposants. Le gouvernement des États-Unis lui décernera la Légion du mérite en 1954 et lui versera jusqu'à sa fuite en 1958, une généreuse aide militaire. De quoi détourner quelque 200 millions de dollars pendant son mandat présidentiel.
Bref, si les dirigeants américains et les patrons des grands conglomérats pétroliers étasuniens sont d'accord pour rafler les ressources vénézuéliennes, des contradictions sur la méthode à employer existent entre les violents comme Rubio et les plus doux comme Chevron par exemple. Cette compagnie pétrolière, opère dans le cadre d'une co-entreprise avec PDVSA (la compagnie pétrolière nationale vénézuélienne). Autre exemple, ExxonMobil qui collabore avec la Guyane pour effectuer des forages offshore dans des eaux que le Venezuela considère comme son territoire maritime souverain. Les dirigeants de ces deux grandes compagnies pétrolières craignent sans doute qu'une intervention américaine, comme celles menées au Moyen-Orient, ne sème le chaos, rendant impossible toute opération rapidement rentable.

Fabriquer le consentement du peuple à la guerre

Dans ce contexte, il est très significatif que le *New York Times*, le « journal de référence » qui donne le « la » à la plupart des médias mainstream, ait publié un appel en faveur d'une guerre visant à renverser le Président Maduro. L'article rédigé par Bret Stephens, chantre des guerres d'agression américaines, s'intitule : « *Les arguments en faveur du renversement de Maduro* ».
Bret Stephens n'en est pas à son coup d'essai. Il a fait campagne en faveur de l'invasion américaine de l'Irak en 2003, défendu les mensonges sur les « armes de destruction massive » avant qu'ils aient été complètement démentis. Plus récemment, Stephens a été un fervent partisan de la guerre d'Israël contre Gaza et, dénonçant l'accusation de génocide portée devant la Cour pénale internationale comme une « *obscénité morale* », il a affirmé qu'il n'y avait aucune preuve qu'Israël ait cherché à tuer des civils.
Stephens soutient le rôle de Washington en tant que « gendarme du monde », exige une politique encore plus belliqueuse envers la Russie et soutient une guerre visant à changer le régime au Venezuela. Dans son récent article, Stephens ne perd pas de temps à justifier le prétexte absurde invoqué par l'administration Trump pour entrer en guerre : la lutte contre le trafic de drogue. Non. Il écrit clairement que « *le défi plus important posé par le régime de Maduro* » réside dans ses «*liens économiques et stratégiques étroits avec la Chine, la Russie et l'Iran* », qui donnent à ces pays « un tremplin dans les Amériques ».
Et il poursuit en avertissant que si Trump ne déclenche pas la guerre, cela « *sera interprété, en particulier à Moscou et à Pékin, comme un signe révélateur de faiblesse qui ne pourra que les enhardir, tout comme l'a fait le retrait du Président Biden d'Afghanistan* ». En d'autres termes, le Venezuela est considéré comme un champ de bataille dans une troisième guerre mondiale émergente.
Exigeant que Maduro se rende et quitte le pays, Stephens déclare : « À défaut, il mérite le traitement réservé à Noriega : capture et transfert aux États-Unis pour y être jugé, accompagné de la destruction des défenses aériennes et des capacités de commandement et de contrôle du Venezuela, de la saisie de ses principales bases militaires et de mandats d'arrêt pour tous les officiers supérieurs »

Le *New York Times* n'est pas le seul à promouvoir une guerre visant à renverser le régime vénézuélien. Le *Washington Post*, propriété du milliardaire Jeff Bezos (propriétaire d'Amazon), a publié, le 25 novembre, une déclaration de Maria Corina Machado, la marionnette vénézuélienne d'extrême droite des États-Unis. Elle y expose sa « vision » pour le Venezuela après la conquête du pays par l'impérialisme américain.
Le Post a accompagné cette diatribe d'un éditorial intitulé « *Cela pourrait être la lumière au bout du tunnel pour le Venezuela* ». Il semble avoir été dicté par Bezos, qui, plus tôt, avait adressé une lettre au personnel du Post leur demandant de « rédiger chaque jour des articles soutenant et défendant deux piliers : les libertés individuelles et le libre marché ». La liberté d'expression des journalistes quoi…
Donc, l'éditorial félicite Machado d'avoir « *mis particulièrement l'accent sur la nécessité de protéger la propriété privée en tant que droit fondamental… Pour relancer l'économie, elle propose de privatiser les entreprises publiques et de restaurer le développement de nos secteurs pétrolier et gazier grâce à l'ingéniosité d'hommes et de femmes libres », c'est-à-dire les PDG de Chevron, ExxonMobil, ConocoPhillips, etc. « Nous ne pouvons qu'être totalement d'accord* »

La « lumière au bout du tunnel » du Venezuela promue par le Post de Bezos serait sûrement apportée par les explosions de missiles de croisière Tomahawk, par des bombes guidées par laser sur Caracas, par une nouvelle occupation par les États-Unis, par une guerre contre l'insurrection et par l'instauration d'une dictature militaire au service de l'oligarchie traditionnelle du Venezuela, des banques américaines et des multinationales. Bref, la routine yankee.

Une guerre menée par les États-Unis pour renverser le régime vénézuélien, à l'instar de la série de meurtres perpétrés actuellement par Trump dans les Caraïbes, serait une nouvelle guerre contre la souveraineté du Venezuela et un crime contre son peuple.
Ceux qui, au *Times*, au *Post* et dans les médias « européens » encouragent une telle guerre d'agression sont complices.
Les peuples doivent rejeter les mensonges des propagandistes de guerre des médias aux ordres des néolibéraux. Ils doivent, après des décennies de tentatives de coup d'État et de famine provoquée par un blocus économique du Venezuela, dénoncer leurs classes politiques qui prétendent se soucier de la démocratie et du bien-être du peuple vénézuélien.
Car c'est le peuple vénézuélien qui sera la première victime de toute intervention américaine, tout comme c'est le peuple ukrainien qui est la première victime de la guerre provoquée, au nom de la démocratie, des « valeurs » (?) et de la liberté des affaires, par les USA et l'Union européenne.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire